



Démocratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°37 du 15 décembre 2017

Au sommaire :

- Une orientation pour construire le NPA et œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires - *Yvan Lemaitre*
- Derrière la financiarisation de l'économie, la révolution technologique prélude à la révolution sociale - *Daniel Minvielle, Laurent Delage, François Minvielle*

Une orientation pour construire le NPA et œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

L'échec des mobilisations contre les ordonnances après celui du mouvement du printemps 2016 donne à la discussion sur la nécessité d'un parti représentant les intérêts du monde du travail une acuité nouvelle. Elle sera au centre des discussions préparatoires au congrès du NPA qui viennent de s'ouvrir.

Les membres du Conseil politique national (CPN) du NPA de la Fraction l'Étincelle et de notre courant Démocratie révolutionnaire ont initié une plate-forme autour d'un texte intitulé « *Une orientation pour relancer la construction du NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse* » (disponible sur le site du NPA). Elle s'adresse et est ouverte à tous les membres du NPA qui en partagent les préoccupations. Nous ne cherchons pas à constituer une majorité par un accord de congrès. Nous ne prétendons pas non plus porter une analyse globale des bouleversements en cours dans le monde aujourd'hui. Elaborer une compréhension de ces bouleversements dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire est une nécessité, une urgence pour sortir des schémas tout faits stérilisants ou des proclamations. Cela aurait dû se faire à travers une discussion sur le programme et la stratégie décidée par le dernier congrès, discussion que nous souhaitons et que nous essayons de porter. Malheureusement ce travail indispensable est resté en friche.

Notre ambition est, en conséquence, plus modeste ou plutôt réaliste et lucide. Nous souhaitons œuvrer à définir une orientation qui aide nos camarades, les comités à recentrer nos activités sur nos tâches de construction sur les lieux de travail, dans la jeunesse. Et cela en partant des acquis de ce qui est déjà fait dans ce domaine et de la campagne présidentielle de Philippe Poutou, le candidat ouvrier.

Construire le NPA, c'est assumer une orientation d'indépendance de classe par rapport aux courants réformistes et aux illusions unitaires pour œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires. Une orientation qui se décline aussi sur les grandes questions auxquelles nous sommes confrontés sur le plan international.

Cela signifie rompre avec les confusions qui ont accentué les tensions, la paralysie, les faiblesses et difficultés du NPA, rompre avec les constantes oscillations entre les illusions unitaires et un volontarisme radical ou les deux sans tenir le cap d'une politique de classe fondée sur une stratégie révolutionnaire s'adressant à l'ensemble de la classe ouvrière en fonction de son niveau de conscience, de ses préoccupations et de ses possibilités. La politique unitaire est devenue la réponse à tout abdiquant, de fait, de la construction du NPA comme parti anticapitaliste et révolutionnaire et désarmant l'ensemble des camarades.

Cette situation s'exprime dans la difficulté que des camarades et une grande partie de la direction ont eu et ont à assumer notre campagne présidentielle autour de Philippe Poutou, le candidat ouvrier, tant dans la recherche des parrainages qu'ensuite au sujet des législatives ou dans la volonté de faire fructifier les acquis de cette campagne, l'orientation politique qu'elle avait de fait portée, le NPA comme parti ouvrier, parti des travailleurs.

Les acquis de la campagne constituent un point d'appui pour la suite, du moins si nous réussissons à nous dégager d'une confusion paralysante, la confusion entre unité et construction du parti autour de la question de la « représentation politique des classes exploitées » ou des différentes moutures de front unique, de front social et politique ou de front social. Et à nous donner une orientation qui ait comme fil à plomb notre intervention au sein du

monde du travail et de la jeunesse en tant que parti anti-capitaliste, démocratique, révolutionnaire.

Indépendance de classe et internationalisme

Dix ans après la crise de 2007-2008, la mondialisation libérale et impérialiste connaît un tournant marqué par une montée des forces réactionnaires au service de l'offensive des classes capitalistes, offensive sociale, militaire, sécuritaire et idéologique, nationaliste et xénophobe.

La bourgeoisie avait tenté de construire un mythe de la « mondialisation heureuse » où le marché apporterait la démocratie, la paix et le bien-être, ce mythe s'effondre. Jusqu'au début du XXIème siècle, les progrès technologiques combinés à une prolétarisation massive par la ruine de la paysannerie dans les pays dits émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil ont fait baisser les coûts de production et alimenté la machine à profit, le casino de la finance. Cela au prix d'un endettement généralisé et d'une bulle financière « exubérante ». L'anticipation des profits donnait lieu à une spéculation effrénée.

L'accident était inévitable, la crise des subprimes aux USA en a été le déclencheur.

La politique combinant le libéralisme économique et le militarisme impérialiste a déstabilisé l'ensemble de la planète. Nous sommes confrontés à une nouvelle phase de l'histoire du capitalisme qui ouvre de nouvelles perspectives révolutionnaires.

Un nouvel épisode aigu de la crise financière menace. La révolution technologique est mise au service de la course à la rentabilité financière et accroît la précarité tout en accentuant la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale. L'ensemble de la production et des échanges est organisé du seul point de vue de la rentabilité du capital au prix d'une crise écologique dont les effets dramatiques sont immenses. La dette ne cesse de s'accroître pour alimenter les spéculations au casino de la finance. Les remèdes du capitalisme à sa propre crise ne font que préparer les conditions d'un nouvel épisode aigu, expression de la faillite des classes dirigeantes.

Ces évolutions « mondialisées » soulignent l'importance d'une compréhension internationaliste de la lutte de classe. La concurrence a modifié les rapports entre les nations et les classes à l'échelle internationale. Elle a globalisé la lutte et les rivalités pour l'appropriation des richesses entre les grandes puissances, entre elles et les puissances régionales, entre ces dernières ou avec les forces obscures nées de ce chaos généralisé, Daech ou Al Qaida. Les vieux rapports impérialistes s'intègrent dans la concurrence globalisée.

Les évolutions en cours s'expriment de façon brutale à travers les changements dans la politique étrangère américaine mise en œuvre par Trump. Cette dernière ne prend plus le masque de la démocratie et de la coopération internationale mais s'affiche ouvertement belliciste autour de la politique « America first ». Après les provocations contre la Corée du Nord, la décision de Trump de recon-

naître Jérusalem comme capitale d'Israël s'inscrit dans cette logique lourde de menaces.

Lutte contre les politiques impérialistes et lutte contre le capitalisme globalisé

Nous dénonçons l'imposture de la prétendue guerre contre le terrorisme qui est la justification de la guerre des grandes puissances pour perpétuer leur hégémonie tout en dénonçant le terrorisme djihadiste qui s'exerce contre les travailleurs et les peuples dans le monde arabo-musulman comme ici. Ce dernier est un produit des guerres impérialistes, de la décomposition libérale comme de la montée des forces islamistes en retour de l'échec, dans le monde arabo-musulman, des forces nationalistes progressistes issues de l'époque des révoltes anticoloniales.

La réponse au terrorisme implique d'en finir avec la guerre permanente contre les peuples pour défendre les droits démocratiques, la fin de l'état d'urgence, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'accueil des migrants et l'ouverture des frontières.

Condamnée à la fuite en avant militariste et sécuritaire, la bourgeoisie foule aux pieds ces droits élémentaires. La lutte pour la démocratie est indissociable de la lutte pour la conquête du pouvoir par les travailleurs.

La mondialisation capitaliste a accentué la contradiction entre État national et développement des forces productives, cette contradiction est un élément déterminant de la politique de la classe ouvrière. Elle implique d'en finir avec l'Europe des multinationales pour construire une Europe des travailleurs et des peuples en nous démarquant et en combattant toute politique de repli national, contradictoire avec nos objectifs, avec les besoins de la lutte. Cela est particulièrement vrai en Europe face aux drames des migrants dont la solution passe par l'ouverture des frontières.

Nous défendons le droit à l'autodétermination des peuples. Cela ne signifie nullement que nous reprenons le drapeau de l'indépendance nationale ou de la république catalane. Nous militons pour que le prolétariat rassemble ses forces sous le drapeau de l'internationalisme en toute indépendance des forces bourgeoises et petites bourgeois. Dans l'État espagnol et en Catalogne, une politique d'indépendance de classe signifie se battre pour une fédération socialiste ibérique qui respecte et garantisse le droit à l'autodétermination dans la perspective d'États unis socialistes d'Europe.

« Ecosocialisme » ou démocratie révolutionnaire, socialisme et communisme

La crise écologique a pris une dimension globale et un caractère d'urgence. La lutte contre les catastrophes environnementales et le réchauffement climatique ne peut être posée que sous l'angle de la lutte des classes, d'une réponse globale impliquant la réappropriation sociale de l'ensemble de l'économie, contre les intérêts de la finance, des multinationales, de la bourgeoisie.

Toutes les solutions techniques « écologiques » se heurtent à la réalité sociale et politique du capitalisme, aux frontières et aux rivalités nationales entre grandes puissances comme aux lois de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales.

C'est bien pourquoi nous revendiquer du courant « éco-socialiste » intégrant écologie politique et socialisme à égalité est plus source de confusion que de clarification et peut conduire à poser l'enjeu du combat en dehors de la lutte des classes.

La crise écologique a contribué à remettre la perspective du socialisme à l'ordre du jour, car la nécessaire réorganisation de l'économie mondiale, des sources d'énergie comme de l'appareil productif et des échanges, nécessite la mise en place d'une planification démocratique internationale de l'économie c'est-à-dire le socialisme.

Droits démocratiques et internationalisme

Le mouvement international des femmes brisant la loi machiste du secret pour prendre la parole et dénoncer leurs agresseurs et les actes de harcèlement et de violences sexuels, de viols dont elles ont été l'objet illustre la place prise par la lutte pour le droit des femmes à disposer de leur corps, pour l'égalité des sexes, contre toute discrimination de genre ou d'orientation sexuelle dans la lutte internationale pour l'émancipation. Ce combat a un contenu profondément subversif, révolutionnaire. Il est directement lié au combat contre les rapports de domination et de discrimination, conséquence des rapports d'exploitation entre capital et travail qui sont la base de la société capitaliste. Le combat contre le machisme et le patriarcat est un élément particulièrement important de progrès pour l'ensemble de la société, sa pleine victoire passe par la conquête de la démocratie par les classes exploitées et opprimées.

La lutte contre la xénophobie et le racisme sous toutes ses formes, antimusulman ou antisémitisme, est un combat internationaliste pour unir l'ensemble des opprimés. Elle est au cœur de notre politique.

Notre réponse à la propagande des classes dominantes et de leur État qui cherche à dévoyer la légitime révolte provoquée par le terrorisme islamiste ne peut être unilatérale et manichéenne. Elle pose la question dans sa globalité, du point de vue des classes laborieuses et opprimées, comme conséquence de la politique des classes capitalistes, ici comme dans le monde arabo-musulman, expression de leur faillite.

Préparer la riposte du monde du travail, c'est œuvrer au renouveau d'une conscience de classe révolutionnaire

Le trait dominant de la période est l'offensive des forces réactionnaires, instrument des bourgeoisies dans leur offensive contre les classes exploitées pour s'approprier une part croissante des richesses produites. Elles cherchent à dévoyer, à retourner le mécontentement, la révolte des classes populaires contre elles-mêmes pour les subju-

guer, les soumettre à la politique, à la défense des intérêts des classes dominantes en les divisant et en les dressant contre des boucs émissaires tout désignés, au nom du nationalisme, du racisme, et de la xénophobie.

Face à cette offensive, le mouvement ouvrier désorienté reste prisonnier des défaites et des reculs passés, de l'absence de partis qui représentent réellement ses intérêts sur le terrain politique. Le prolétariat plus nombreux et plus puissant que jamais est désarmé.

La réponse est dans une politique d'indépendance de classe, internationaliste, dans la perspective du socialisme, du communisme. Reconstruire une conscience de classe signifie s'attacher à la construction d'un parti des travailleurs.

La nécessaire intervention politique du monde du travail

La victoire de Macron s'inscrit dans cette évolution. Elle est, en France, une réponse des classes dominantes par une tentative de mobilisation des catégories sociales qui ont un rôle d'encadrement et de commandement dans l'organisation de l'exploitation du prolétariat. Dans la continuité des politiques engagées par Sarkozy puis Hollande, Macron a pris le relais de la droite et de la gauche déconsidérées. Il est le produit de l'effondrement du PS et, avec lui, du PC.

Il est déjà confronté au rejet du monde politique au service des classes privilégiées. Il est le président des riches détesté par les classes populaires, contesté par la déflection de ses propres troupes. S'il a réussi dans un premier temps à rétablir une certaine stabilité, l'avenir pour lui est très incertain et dépend de la capacité du monde du travail à se dégager du dialogue social auquel se prêtent les directions des organisations syndicales, pour faire valoir ses droits avec ses propres armes.

La France Insoumise est née de cette faillite des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier. Sa politique est un populisme de gauche qui flatte les mêmes illusions sans avoir les mêmes liens avec la classe ouvrière. Mélenchon a poursuivi le travail engagé par Mitterrand pour tenter de laminer le PC pris au piège de sa propre politique entièrement soumise aux jeux institutionnels. Il ne se situe pas du point de vue du mouvement ouvrier, mais d'un point de vue nationaliste intégré aux institutions de la bourgeoisie et n'a d'autre fonction que de contenir la révolte du monde du travail dans le cadre institutionnel pour mieux l'étouffer.

Sans intervention politique du monde du travail, le développement des rapports de forces pourrait conduire à l'arrivée au pouvoir d'une droite extrême ou d'une extrême droite prenant le relais de Macron pour mobiliser la petite et moyenne bourgeoisie contre le monde du travail. Étape à laquelle se préparent aussi bien le FN que la droite.

Ce danger est grave, profond, trop enraciné dans les évolutions sociales et politiques pour que nous puissions nous y opposer par des proclamations « antifascistes » ou des manifestations minoritaires. La lutte contre la menace de

la droite extrême et de l'extrême droite renvoie aux capacités d'intervention du mouvement ouvrier, indissociable d'une politique pour rompre avec le capitalisme.

Préparer la riposte, c'est œuvrer à la construction d'un parti des travailleurs

Contribuer à préparer la riposte et développer l'influence du NPA participant d'une même démarche qui unifie notre activité en tant que parti, notre activité au sein des organisations syndicales, associations, collectifs ou différents cadres unitaires, aide à la prise de conscience par les travailleurs de la nécessité de prendre leurs affaires en main pour affronter le gouvernement et le patronat. Dans l'ensemble de nos activités et interventions, notre orientation est fondée sur cette indépendance de classe au quotidien en rupture avec toutes les formes de dialogue social. Elle se discute et se construit pas à pas en fonction des rapports de forces et possibilités.

L'initiative du Front social a bousculé les choses mais elle reste prisonnière d'un cadre purement syndical, cédant à l'air du temps des réflexes antipolitiques et sa démarche est par trop autoproclamatoire et substitutiste.

Notre préoccupation constante est de porter la dimension politique du combat sur le terrain social. Cela définit notre priorité, notre implantation politique dans le monde du travail combinée à une politique pour rassembler celles et ceux qui, au sein des organisations syndicales veulent rompre avec le dialogue social et renouer avec un programme de lutte permettant au monde du travail de reprendre l'offensive.

Rassembler les forces du monde du travail, construire l'unité est une question politique. Elle ne peut se résumer à de l'incantation, des proclamations ou des appels « unitaires » en tout temps et tout lieu qui sèment et entretiennent plus de confusion qu'ils ne contribuent à l'unité réelle. Cette unité pour la lutte passe par une prise de conscience par les travailleurs de leurs intérêts de classe, sur le terrain politique de la lutte contre le gouvernement, l'Etat, pour poser la question de la nécessité de leur propre pouvoir. Elle se construit à travers les luttes et les mobilisations, sur des exigences partielles tout en défendant une politique visant à mettre en cause le pouvoir capitaliste et en travaillant à la prise en main de leurs propres affaires par les travailleurs. Militer pour cette unité, c'est aussi militer pour que les travailleurs reprennent en main leurs propres organisations syndicales, leurs luttes, s'organisent en comité de lutte, de grèves...

Défense et illustration du marxisme

Les reculs de la conscience de classe, l'offensive réactionnaire, la progression des préjugés religieux, du complo-

tisme fait de la défense du matérialisme et des conceptions évolutionnistes, du marxisme, une tâche essentielle. Changer les rapports de force est une question politique qui passe par la prise de conscience du fait qu'entre la bourgeoisie et le prolétariat il n'y a pas de conciliation possible. Face à l'instrumentalisation politique des religions par les classes dominantes ou par celles et ceux qui aspirent à conquérir une place dans l'appropriation des richesses produites par les classes exploitées, nous combattons toute volonté de soumettre la société aux dogmes religieux. Et cela d'où qu'ils viennent, de quelque religion qu'ils se revendiquent.

Le contenu de notre programme est celui d'un parti du prolétariat, de l'indépendance de classe qui s'inscrit dans la continuité de la lutte pour le socialisme, le communisme, non pas comme une idéologie utopique mais bien comme expression possible et souhaitable du développement même de la société, de son mouvement réel.

La jeunesse de la révolution

Les réponses qu'a commencé à apporter la révolution d'octobre 1917 à la sénilité du capitalisme gardent leur pertinence. Nous nous situons dans sa continuité ainsi que celle du mouvement trotskyste qui a combattu la dégénérescence stalinienne.

Le NPA participe d'une volonté de contribuer à surmonter le recul du mouvement ouvrier. Il ne pourra réellement y contribuer que s'il se construit comme instrument du regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires en vue de la construction d'un parti des travailleurs en arrimant nos activités et nos interventions à une politique de classe, à une stratégie révolutionnaire. Il n'y a pas d'autre méthode pour surmonter l'échec du mouvement révolutionnaire, de l'ex-LCR, de LO, à franchir un seuil significatif vers un parti ouvrier et populaire, malgré l'écho et la sympathie rencontrés par ces idées de la fin des années 90 au début des années 2000.

Faire vivre les idées de la contestation sociale et politique dans la jeunesse est une préoccupation constante. Nous voulons y populariser les idées de la révolution, du marxisme, y faire vivre l'actualité du socialisme et du communisme. Nous voulons l'inviter à prendre toute sa place en l'encourageant à tracer sa propre voie dans la continuité du mouvement révolutionnaire mais en se dégageant des mythes du passé, des divisions, conséquences des échecs, pour construire son propre avenir en prenant en main la construction d'un nouveau parti révolutionnaire, démocratique, socialiste et communiste.

Yvan Lemaître

Derrière la finançiarisation de l'économie, la révolution technologique prélude à une révolution sociale...

Le 12 décembre se tenait à Paris le « One Planet Summit » mis en scène par Macron. Chefs d'Etat, « personnalités », patrons de multinationales, « plus grandes fortunes du monde »... tous se sont dits d'accord pour mettre, comme le disait le slogan du sommet, « *La finance publique et privée au service de l'action climat* »... A traduire bien évidemment par : comment mettre la prétendue « *action climat* » et la « *finance publique* » au service de la « *finance privée* ». Tous ces détenteurs d'immenses fortunes accumulées sur l'exploitation du travail se présentent comme seuls capables, parce qu'ils en auraient les moyens et la volonté, de stopper les « dérives » dont ils sont les seuls responsables. Ou au moins à en alléger les conséquences sur les populations, tel Bill Gates qui veut investir 300 millions de dollars pour « *aider les fermiers pauvres à s'adapter aux changements climatiques* »...

Personne ne peut croire à de telles fables. L'explosion des profits et de la finance s'accompagne dans tous les domaines de reculs sociaux, de menaces grandissantes dans les secteurs financiers, militaires, environnementaux. L'humanité dispose aujourd'hui des moyens de stopper la course à la catastrophe climatique et d'en finir avec la misère terrible qui frappe des populations entières tout en garantissant le renouvellement des ressources. Mais dans le cadre du capitalisme, ces progrès se transforment en leur contraire, chômage pour des masses toujours plus importantes de travailleurs, précarité et surexploitation pour les autres. Des populations entières sont soumises à une misère terrible, aux conséquences des guerres, condamnées à chercher leur survie dans l'émigration. Non par manque d' « investissements » ou de « volonté » : les progrès sociaux contenus en puissance dans les progrès techniques se transforment en régression sociale et menaces de toute sorte parce qu'ils sont assujettis à la perspective de profit qu'ils représentent pour ceux qui détiennent l'essentiel des richesses du monde, le contrôle de l'économie et des Etats. La maladie qui frappe le système capitaliste, c'est la propriété privée des moyens de production et d'échange.

« *À un certain stade de leur développement, écrivait Marx, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves* » (Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*).

Aujourd'hui, cette contradiction atteint un degré inégalé qui s'exprime dans la mondialisation financière. Celle-ci est la conséquence de l'inadaptation de la propriété privée et de l'Etat national qui la garantit et la protège au développement des forces productives qui fait exploser le carcan juridique trop étroit tout en restant prisonnier du

rapport fondamental capitaliste de l'appropriation privée des richesses.

C'est avec ce rapport qu'il faut en finir. Marx ajoutait « *Alors s'ouvre une époque de révolution sociale* ». L'évolution des forces productives ne génère pas seulement les contradictions qui poussent le capitalisme à la faillite. Elle prépare aussi les bases matérielles d'une nouvelle « *époque de révolution sociale* », les conditions objectives du renversement du capitalisme, l'avènement d'une société où, libérés du carcan de la propriété privée, les progrès techniques pourront servir à l'épanouissement de chacun.

Le développement des forces productives contre la propriété privée capitaliste

L'histoire de l'humanité est conditionnée par les moyens grâce auxquels les hommes font face à leurs besoins, les forces productives, dont l'évolution est faite de progressions continues entrecoupées de sauts plus brusques, de révolutions technologiques.

La forme que prennent les sociétés humaines, les rapports sociaux que les hommes contractent entre eux dépendent du degré de développement de ces forces productives. C'est seulement lorsque les progrès techniques, avec la révolution néolithique, ont permis aux communautés humaines de produire plus que ce qu'il leur était immédiatement nécessaire pour vivre, de dégager un surproduit social important et régulier, qu'a commencé à se développer la division du travail, la différentiation sociale qui a abouti à la division des sociétés en classes.

Les rapports que les hommes établissent entre eux dans la production de leurs moyens de subsistance en fonction du développement des techniques s'expriment dans des rapports de propriété au nom desquels les classes dominantes s'accaparent le surproduit social créé par les classes dominées. Ces nouveaux rapports sociaux se traduisent par des règles juridiques, des structures politiques, une idéologie qui régissent la vie de la communauté, tandis que s'instaure, entre les classes, un conflit permanent pour la répartition des richesses tirées du travail, la lutte des classes.

Si les hommes sont les acteurs de leur propre histoire, ils le font dans des conditions déterminées, à travers des rapports sociaux dans la production qui ne dépendent pas de leur volonté ni de choix pleinement conscients. « *L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui*

détermine leur conscience » (Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*).

Mais tandis que la « superstructure juridique et politique » se maintient dans le temps perpétuant les priviléges des classes dominantes, la « structure économique » continue de se développer grâce au travail. Jusqu'au moment où la contradiction entre ce développement et les rapports de propriété existants est telle que la nécessité s'impose d'une révolution sociale, l'instauration de nouveaux rapports sociaux, adaptés au niveau atteint par le développement des moyens de production.

Les révolutions bourgeoises du 17^{ème} siècle en Angleterre et du 18^{ème} en France sont le produit des contradictions qui s'étaient développées au sein des sociétés féodales, le produit de la lutte des classes. Elles ont permis l'établissement de nouveaux rapports sociaux correspondant aux possibilités ouvertes par le niveau alors atteint par le développement des forces productives. Mais elles ouvraient en même temps la voie, à travers les révolutions industrielles, à une accélération importante des forces productives dont le développement s'est très vite heurté à la propriété privée capitaliste, ouvrant la perspective d'une nouvelle révolution sociale.

De la première à la deuxième révolution industrielle

La première révolution industrielle s'est développée en Angleterre dès la fin du 18^{ème} siècle. Le développement de la machine à vapeur permettait la création de fabriques regroupant des machines dont la productivité était sans commune mesure avec les procédés artisanaux qu'elles remplaçaient. Confrontés à cette concurrence, des milliers de petits producteurs étaient ruinés, condamnés à devenir prolétaires. Les nouveaux rapports de production accéléraient considérablement le développement des forces productives et avec lui les contradictions qui se traduisaient par des crises de surproduction de plus en plus destructrices. Dès 1848, dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels, analysant ces contradictions, posaient déjà comme possible et nécessaire une nouvelle révolution sociale, le renversement de la société capitaliste par la classe ouvrière, condition pour l'établissement d'une société sans classe, socialiste, communiste. Le capitalisme était arrivé, dans le contexte de l'époque, aux limites de son développement mais il avait aussi, en bousculant profondément l'ancien monde, mis en place les bases matérielles d'un nouveau, tandis que la classe porteuse de l'avenir, le prolétariat, s'était développée en son sein. La première manifestation du prolétariat en tant que classe indépendante avait lieu à Paris la même année, avant qu'il ne « monte à l'assaut du ciel » pendant la Commune de Paris, en 1871.

Mais le capitalisme n'avait pas épousé toutes ses possibilités de développement. En Angleterre, en France, plus tard en Allemagne, il se lançait, avec l'aide des Etats, dans le partage impérialiste du monde, à la recherche de débouchés pour ses marchandises, de placements pour ses

capitaux et de sources de matières premières bon marché. Des voies de navigation, des lignes de chemin de fer étaient déployées au sein des empires pour acheminer les marchandises. Des réseaux de télégraphe, de téléphone, de radio permettaient des échanges instantanés. Une deuxième révolution industrielle voyait le jour avec le développement de l'électricité et de l'utilisation du pétrole. Elle se nourrissait du développement impérialiste du capitalisme qu'elle rendait en même temps possible, à travers un développement considérable des forces productives, une transformation profonde des moyens de production, l'apparition de grands trusts, la fusion du capital bancaire et du capital industriel.

La logique interne du capitalisme poursuivait son œuvre, accumulant les contradictions qui aboutissaient, en 1914, à la Première guerre mondiale et ouvrait une nouvelle période révolutionnaire. Pour Lénine, le capitalisme, par son propre développement, avait préparé les conditions d'une « *transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* », les conditions d'une révolution sociale, d'une transition au socialisme. Le prolétariat russe prenait le pouvoir en octobre 1917, établissant le premier Etat ouvrier de l'histoire, avant que la contre révolution stalinienne n'établisse sa dictature, à partir de 1924.

La guerre de 14-18 n'avait résolu aucune des contradictions de l'impérialisme et l'échec de la vague révolutionnaire des années 1920 sera suivi de bien d'autres. La grande crise de 1929, le fascisme, la Deuxième guerre mondiale sont autant d'expressions d'un capitalisme en bout de course, alors que la classe ouvrière, désarmée par le stalinisme et la social-démocratie, perdait bataille sur bataille.

Une phase de croissance suivait la fin de la Deuxième guerre mondiale. Mais ces dites « trente glorieuses » s'achevaient à leur tour dans un effondrement généralisé des profits, au cours des années 1970. La vague de chômage qui frappait alors les classes ouvrières des principales puissances industrielles, USA, Grande-Bretagne, Japon, France, Allemagne, donnait l'occasion à la bourgeoisie de lancer une offensive violente contre les travailleurs dès le début des années 1980, en s'attaquant aux salaires pour relancer les profits. Les conditions étaient réunies pour que se prépare une troisième révolution industrielle, celle des technologies de l'information et des communications.

Une 3^{ème} révolution industrielle ?

Aujourd'hui, toute une littérature se développe autour des nouvelles technologies, prophétisant la « *fin du travail* », la « *transversalité* » contre la « *verticalité* », « *l'économie du partage* »... comme si ces techniques s'étaient développées et évoluaient hors de la société de classe et des rapports d'exploitation.

Ces technologies de l'électronique, de l'informatique, des réseaux de communication ou des satellites dataient pour la plupart des années 60, développées par les Etats impérialistes à travers la conquête spatiale et l'armée.

C'est sur la base d'une offensive contre la classe ouvrière et d'une relance de la bourse et de la finance, menées par Reagan, Thatcher, mais aussi par Mitterrand dans les années 80, que va pouvoir se développer cette révolution technologique. La politique d'austérité menée partout dans le monde se traduit en France, par un recul de près de 10 % des salaires dans la valeur ajoutée entre 1982 et 1998. C'est sur la base de ce rapport de force et du rétablissement de leur taux de profits que les capitalistes vont investir massivement dans ces nouvelles technologies pour engranger d'énormes gains de productivité (+55 % entre 1980 et 1998 en France, d'après l'OCDE).

Le vrai bouleversement technologique ne sera pas celui des *start-up* de la « nouvelle économie » fortement médiatisées, mais bien celui de l'application de l'informatique, des réseaux, de l'automatisation par les principaux trusts industriels, qui se réorganisent à l'échelle du monde, à coups de fusions, d'OPA, de privatisations... et de licenciements massifs dans le cadre des rachats d'entreprises !

Dopés par les gains de productivité, la croissance s'envole dans les années 2000 sous les applaudissements de ceux qui annoncent une nouvelle période de développement du capitalisme. Mais c'est une croissance destructrice, à la recherche permanente de profits pour les actionnaires et la spéculation, provoquant une explosion des inégalités sociales.

La mondialisation financière va soumettre ces progrès techniques à la quête insatiable de plus-value des quatre coins du monde. Ce faisant, un saut va s'opérer dans la productivité des moyens de production et les progrès techniques, liés en particulier à l'informatique.

Une révolution technique à l'échelle du monde...

L'industrie fait preuve aujourd'hui d'une plus grande maîtrise des matériaux, des énergies, des procédés de fabrication (dont certains nouveaux comme l'impression 3D) qui permettent de diminuer les coûts de production.

Des machines automatisées, voire des chaînes entières de production, robotisées, flexibles, ont considérablement augmenté la productivité du travail dès le début des années 1990-2000. Et donc diminué dans les mêmes proportions la quantité de travail nécessaire pour produire une quantité donnée de marchandises. Dans les années 1960, il fallait environ 1000 ouvriers pour produire 500 000 tonnes d'acier, quand une quinzaine peut suffire en 2017 dans l'usine autrichienne *Voestalpine*. En France, en 2013, une heure de travail produisait 7,8 fois plus de valeur ajoutée qu'en 1950 et rien qu'au cours de la décennie 1991-2001, la productivité horaire du travail a progressé de plus de 4 % par an.

La division internationale du travail s'est profondément renforcée, avec la création et le développement des multinationales. En 1995, il existait environ 36 000 sociétés mères transnationales, un chiffre qui est passé à 104 000 en 2010. Cherchant à exploiter une main d'œuvre sous-payée, ces sociétés vont développer leurs filiales en Chine, en Corée du Sud, en Inde, grâce à la généralisation de la

conception et de la production assistées par ordinateur, des machines-outils à commande numérique, des réseaux internationaux de communication.

Au début des années 1990, de nombreuses entreprises occidentales ont délocalisé leur secteur informatique en Inde pour profiter d'ingénieurs qualifiés et bon marché, comme British Airways qui sous-traite aujourd'hui ses réservations et même l'enregistrement des voyageurs et des bagages. Ce secteur informatique *offshore* emploie quatre millions d'Indiens... et génère 150 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an !

Cette internationalisation se retrouve aussi au cœur de la production. Boeing fabrique ainsi son avion *Dreamliner* dans le monde entier : fuselage en Italie, sièges de pilotage au Royaume-Uni, train d'atterrissement en France, portes de soute en Suède... De plus en plus de produits finis (automobiles, téléphones portables, appareils médicaux) sont produits à partir d'activités parcellisées dans de nombreux pays, en particulier en Chine, devenue « l'atelier du monde » en réalisant 33 % de la croissance mondiale entre 2000 et 2010.

Cette internationalisation grandissante s'est accompagnée de progrès dans les transports de marchandises, par le biais de containers normalisés dont la gestion est assurée, de façon centralisée, par informatique. Des zones multimodales permettent de réaliser des gains de productivité considérables dans le transfert des marchandises d'un système de transport à un autre, sous le contrôle du système de gestion. Système qui ouvre en même temps la possibilité de connaître en temps réel la circulation mondiale des marchandises produites et consommées. D'immenses investissements sont en cours aujourd'hui, dans le cadre de la concurrence capitaliste entre la Chine, l'Asie et les Etats-Unis, pour gagner sur le temps de transport, comme les nouvelles Routes de la soie.

Enfin, l'utilisation des nouvelles technologies et d'Internet a modifié la façon de piloter la production des échanges et des services. Les grands groupes du commerce comme Walmart, première multinationale mondiale, ont la mainmise sur la production. Grâce à l'informatique, ils peuvent établir des statistiques sur leurs clients, renseigner leurs bases de données et gérer les stocks au plus près de la demande immédiate pour bénéficier au maximum de la flexibilité des chaînes de production et de logistique fonctionnant en flux tendu.

Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), ces cinq compagnies américaines les plus fortunées qui totalisent 504 milliards de dollars de capitaux, font la même chose en collectant à plus grande échelle encore les traces laissées par les internautes sur les sites qu'ils fréquentent. Grâce à leur position de monopole, elles peuvent récupérer une masse considérable d'informations qu'elles revendent ensuite aux annonceurs ou à d'autres sociétés, engrangeant ainsi des milliards de dollars. Dans cette société capitaliste, toutes ces technologies d'information servent à vendre davantage, même de la dette ! Ainsi, des start-up aident déjà les banques

à filtrer les clients pour leurs demandes de prêt en ligne ou de carte de crédit d'après leurs comportements sur les réseaux sociaux.

Toutes ces données de géolocalisation ou d'objets connectés les plus divers devraient revenir à la collectivité et pas à des sociétés géantes qui en font d'énormes profits pour une utilisation totalement parasitaire et anarchique. A l'opposé, ces techniques de l'information préfigurent une organisation rationnelle de la production au plus près des besoins de chacun. En cherchant à prévoir et à anticiper, elles constituent les bases matérielles d'une planification centralisée de l'économie, d'une gestion rationnelle des ressources naturelles, d'une diminution considérable du temps de travail humain nécessaire à la production des biens et des services permettant à tous les êtres humains de vivre décemment.

Étouffées dans le carcan de la propriété privée capitaliste, de la soif de profits d'une infime minorité qui s'en approprie le contrôle, ces nouvelles technologies se retournent contre l'immense majorité. Comme le constatait déjà Marx à son époque : « *Nous voyons qu'une machine douée d'une force merveilleuse, capable de réduire l'effort et d'effectuer un travail humain fécond, mène à la famine et à l'épuisement* ».

... mais un progrès perverti par le capital

Les gains de productivité qui se sont accumulés et qui permettraient de réduire le travail de chacun se transforment aujourd'hui en chômage de masse pour les uns et surexploitation pour les autres. Dans les usines, les robots qui devraient servir à libérer les travailleurs des tâches les plus pénibles, ne sont mis en œuvre qu'à la seule condition de supprimer des emplois... aggravant ainsi les conditions de travail des ouvriers restants.

La flexibilité des équipements introduite par leur modernisation (robotisation, commandes numériques, possibilité de travailler en flux tendu) pousse les entreprises à flexibiliser le travail par la liquidation des CDI et la généralisation du travail précaire. Aujourd'hui, 85 % des salariés en France sont en CDI, mais 87 % des nouvelles embauches se font en CDD. Le nombre de salariés intérimaires est passé lui de 550 000 en 2012 à 650 000 en 2017.

Partout, c'est la chasse aux temps morts et aux suppressions de postes, par des méthodes de management qui se généralisent comme le *Lean* (littéralement « gestion maigre »...) cherchant à enrôler les salariés dans l'augmentation de leur propre productivité.

En France, en Espagne, en Angleterre, les gouvernements institutionnalisent la précarité dans les contrats de travail, comme on le voit avec les différentes moutures de la loi Travail, justifiant ces graves atteintes aux droits des salariés par le baratin sur le « *nouveau travail* ».

Avec l'Ubérisation, des masses de travailleurs chassés des entreprises ou n'arrivant même pas à y entrer, se retrouvent dans les conditions du travail à la tâche des salariés à domicile du 19^{ème} siècle, sans aucune protection sociale. En France, le statut d'auto-entrepreneur a été créé en

2008 par le gouvernement Fillon. Novelli était on ne peut plus clair sur l'objectif : « *Désormais, pour s'en sortir, les Français ne se tournent plus vers la collectivité, ils se tournent vers... eux-mêmes. Quelle plus belle réponse donner à tous ceux qui croient encore que, face à la crise, la seule réponse, c'est l'assistanat ? (...) Cela abolit, d'une certaine manière, la lutte des classes. Il n'y a plus d'exploiteurs et d'exploités. Seulement des entrepreneurs : Marx doit s'en retourner dans sa tombe* ».

Neuf ans plus tard, les *Deliveroo* font grève pour être payés correctement et les chauffeurs *Uber* sont en procès avec la plate-forme. Derrière la propagande, les chiffres sont là : en moyenne, les micro-entrepreneurs gagnent... 410 euros par mois, moins que le revenu de solidarité active (RSA) !

Cette fameuse « *économie du partage* » est bien un produit du vieux monde capitaliste, à l'image d'*Uber* financé par Goldman Sachs. Elle est incapable d'insuffler un nouveau cycle sur la base de la révolution technologique. Alors que les robots et la productivité du travail augmentent, la baisse de la croissance de la productivité globale de l'économie mondiale se poursuit, même dans les pays émergents. La baisse tendancielle des taux de profit est à l'œuvre.

Dans le cadre de l'exploitation capitaliste, le progrès technique a pour conséquence immédiate de jeter des milliers de travailleurs au chômage tandis que les autres voient s'aggraver leurs conditions de travail, des populations entières réduites à la misère, condamnées à l'émigration.

A cela s'ajoutent les conséquences sur l'environnement de l'exploitation sans la moindre limite des ressources non renouvelables (minerais, charbon, pétrole...), de la destruction de ressources renouvelables sans souci de leur reconstitution (déforestations massives) et du rejet dans l'environnement des déchets de toute sorte (CO2, résidus chimiques des processus industriels, résidus radioactifs,...) comme des produits chimiques utilisés massivement dans l'agriculture.

Mais la technologie n'y est pour rien. Au contraire, c'est elle qui permet d'envisager une création massive de richesses pour satisfaire enfin tous les besoins de l'humanité, dans le respect de l'environnement et une gestion raisonnée des ressources. Mais pour cela, il faut libérer la technologie et les moyens de production de ce qui les transforme en machine à détruire, la propriété privée capitaliste.

C'est la tâche historique qui incombe à la classe ouvrière, classe révolutionnaire qui s'est profondément développée et internationalisée dans la dernière période.

La classe ouvrière porteuse de la révolution sociale à venir

Alors que de nombreux articles annoncent la « fin du travail », la classe ouvrière au sens large, celle des salariés, n'a jamais été aussi nombreuse à l'échelle mondiale, représentant les intérêts de toutes les classes populaires. Ce prolétariat c'est « *la classe des ouvriers modernes qui ne*

vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. » Ces quelques lignes du *Manifeste du parti communiste* décrivent ce que vivent toujours l'immense majorité des travailleurs d'aujourd'hui, ne possédant rien, exploités par la propriété privée capitaliste.

Sur les 3,3 milliards de travailleurs que recense l'Organisation Internationale du Travail, 1,84 milliards sont des salariés ; à côté, 1,04 milliards travaillent à leur compte et 311 millions travaillent au sein de leur famille. C'est parmi ces deux dernières catégories qu'on trouve cette presque moitié des travailleurs du monde qui sont encore dans « l'économie informelle », c'est-à-dire le plus souvent des exploitations familiales agricoles, des ateliers familiaux, mais aussi parfois en lien avec la grande industrie, travaillant « au noir » par exemple pour la récupération des matières premières dans des décharges, voire pour des secteurs contrôlés par des mafias.

Parmi ces 3,3 milliards, la proportion de travailleurs de l'agriculture recule dans toutes les zones du monde. En 50 ans, ce sont plus de 800 millions de paysans qui ont quitté les campagnes pour les villes. Depuis 2007, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la population des villes a dépassé celle des campagnes. Les paysans représentent moins de 29 % aujourd'hui de l'ensemble des travailleurs, contre encore 45 % en 1991. Sur ces 970 millions de paysans, de moins en moins sont des petits producteurs individuels. Sans terre, un grand nombre sont des prolétaires de l'agriculture, 500 millions d'entre eux étant employés sur des grandes plantations pour alimenter le marché des produits agricoles mondialisés. L'agriculture concentre encore les injustices les plus violentes, employant 110 millions d'enfants, le plus souvent dans le cadre familial, mais aussi plus de 3 millions de travailleurs forcés.

La production manufacturière, l'industrie, représente 22 % des travailleurs, dont une grande part dépend des entreprises multinationales. Pour ne citer que les premières de quelques secteurs industriels, Glencore (extraction minière) emploie directement plus de 150 000 salariés, Nestlé (agroalimentaire) 340 000 employés, Pepsico (boissons) 274 000, EDF 130 000 dans plus de trente pays. La Sinopec (société pétrolière chinoise), 2^{ème} plus grande entreprise privée mondiale, emploie plus de 640 000 salariés. Le secteur automobile continue d'employer des millions de salariés, plus de 500 000 rien que pour Volkswagen et 330 000 chez Toyota. L'industrie électronique en compte 120 000 chez Microsoft, 220 000 salariés chez Samsung. Et à ces millions d'employés des multinationales, il faut ajouter des dizaines de millions de personnes travaillant pour des sous-traitants.

Les services représentent près de 50 % du travail à l'échelle du monde (plus de 75 % dans les pays les plus riches),

comme par exemple les travailleurs de la santé, qui sont maintenant plus de 110 millions, dont plus de 70 % de femmes. Une grande partie des employés des services travaillent dans le commerce qui est structuré par des multinationales qui comptent parmi les plus puissantes de l'économie mondiale, comme les chaînes de distribution Walmart (2,3 millions de salariés dans 27 pays) et Carrefour (360 000 salariés dans 30 pays), ou le commerce électronique avec les 230 000 salariés d'Amazon. Le secteur financier salue aussi des centaines de milliers de salariés, dans les banques comme la JPMorgan Chase, 235 000 employés, et les assurances comme Allianz (140 000). L'explosion des services repose aussi sur la prolétarisation de ce secteur. De nombreuses tâches de service sont effectuées aujourd'hui par des salariés de grands groupes, alors qu'elles étaient effectuées par une petite bourgeoisie de travailleurs indépendants il y a encore quelques décennies.

Ces quelques éléments dessinent le tableau d'une économie mondiale structurée et dominée par des grands groupes multinationaux qui en se développant ont internationalisé et socialisé le travail salarié comme jamais... et développé une classe ouvrière moderne, qui ne possède que sa force de travail à vendre et dont les luttes pour ses moyens d'existence l'opposent aux dirigeants et propriétaires des multinationales et à leurs relais. La simplification des rapports de classes concentrés dans l'antagonisme fondamental entre « *bourgeois et prolétaires* » décrite dans *Le Mnifeste* n'a jamais été aussi forte et exacerbée à l'échelle mondiale.

L'offensive généralisée de la bourgeoisie contre la classe ouvrière pour tirer toujours plus de profit de l'exploitation du travail salarié provoque des reculs. La classe ouvrière mondiale a été percutée par la crise. L'OIT recense 201 millions de chômeurs dans le monde, 3,4 millions de plus en un an. 1,4 milliards de travailleurs sont dans une « situation d'emploi vulnérable », dans les pays pauvres, mais aussi dans les pays riches avec l'ubérisation de certains emplois, la casse des droits sociaux. 780 millions de travailleurs vivent avec moins de 3,1 dollars par jour. Globalement, les salaires à l'échelle mondiale connaissent des taux d'augmentation très faibles depuis la dernière crise financière (à peine +0,9% en 2015).

Cette offensive provoque l'effondrement des vieilles organisations du mouvement ouvrier. Elle favorise la division des travailleurs, la mise en concurrence, les illusions nationalistes, le racisme, le sexism, autant de préjugés et d'idéologies réactionnaires secrétées par cette société d'exploitation et qui profitent à la domination du capital. Mais elle provoque aussi les résistances, les solidarités, les luttes à travers lesquelles une conscience collective se forme. C'est en menant ces luttes pour l'emploi, pour les salaires, pour les conditions de travail, que les travailleurs remettent en cause le droit des capitalistes à les exploiter et que la classe ouvrière joue un rôle révolutionnaire, force sociale faisant tourner toute l'économie et seule à même d'en saper les fondements pour se réapproprier collectivement les moyens de production.

Les dirigeants du monde s'en inquiètent. L'OIT alerte les gouvernements en indiquant dans un de ces derniers rapports que « *l'indice des troubles sociaux du BIT, qui mesure le mécontentement exprimé à l'égard de la situation socio-économique dans les différents pays, montre que les troubles sociaux se sont intensifiés en moyenne au niveau mondial entre 2015 et 2016.* »

De la révolution technologique à la révolution sociale...

La course aux profits, à l'accumulation des richesses par la bourgeoisie, a transformé les forces productives, révolutionné les moyens de production, développé un prolétariat moderne dans tous les pays. Ce sont les forces et les moyens de la révolution sociale à venir qui se sont mis en place, sans que la bourgeoisie ne le souhaite, et avec un contenu bien plus explosif qu'elle ne l'imagine.

La révolution technologique se transforme en recul social, le temps libre dégagé par les progrès de la productivité prend la forme du chômage et de l'exclusion. La destruction de l'environnement par l'économie capitaliste, l'in-capacité à gérer les ressources et maîtriser les rapports avec la nature sont d'autant plus insupportables que les connaissances scientifiques et la médiatisation permettent d'en avoir conscience. L'accroissement de la production et la circulation internationale des marchandises se combinent avec la frustration de centaines de millions de travailleurs privés de la jouissance du fruit de leur travail. Alors que les multinationales de la distribution savent de mieux en mieux anticiper les achats des clients, le marché s'oppose à la satisfaction des besoins humains. En même temps que les multinationales organisent la production en faisant coopérer en leur sein des centaines de milliers de salariés par-delà les frontières, leur parasitisme aggrave la mise en concurrence entre les pays, les tensions internationales, les guerres.

Toutes ces contradictions se ramènent à une contradiction fondamentale, que le capitalisme est incapable de

résoudre, entre d'un côté une production collective et socialisée, et d'un autre l'appropriation privée des richesses, la propriété privée capitaliste.

Aujourd'hui, cette contradiction entre le capital et le travail atteint une telle acuité qu'elle désigne aux prolétaires du monde entier leur cible, ces géants de la finance et les multinationales qui soumettent les Etats et la société à leur folle avidité de profits et de pouvoir.

Elle concentre sur elle colère, révolte, lutte collective. Elle crée le besoin de s'organiser, de se forger une conscience de classe, de penser des perspectives pour le monde du travail par-delà les frontières. Le processus de révolution permanent poursuit son œuvre. Bien creusé vieille taupe, aurait dit Marx !

Le fantasme de la bourgeoisie d'une production entièrement robotisée exprime, plus ou moins consciemment, le rêve de se débarrasser de ce danger permanent, ce prolétariat qu'elle développe et qui la menace. A l'inverse, pour des centaines de millions de travailleurs, les progrès techniques et scientifiques pourraient être autant de moyens de libérer du temps pour que les travailleurs assurent eux-mêmes et démocratiquement la direction de la société.

« *Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation.* » Cette description du capitalisme que faisaient Marx et Engels se retrouve pleinement dans les évolutions que nous avons esquissées. C'est le capitalisme lui-même qui crée les conditions de son renversement et les moyens de mettre en place un autre mode de production, socialiste, communiste, débarrassé des rapports d'exploitation... « *la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs* » (Le Manifeste).

Daniel Minvielle, Laurent Delage, François Minvielle